

**UNITED STATES OF AMERICA
and
UNION OF SOUTH AFRICA**

Convention for the avoidance of double taxation and for establishing rules of reciprocal administrative assistance with respect to taxes on income. Signed at Pretoria, on 13 December 1946

Protocol supplementing in certain respects above-mentioned Convention. Signed at Pretoria, on 14 July 1950

Protocol of the exchange of the instruments of ratification. Signed at Washington, on 15 July 1952

D. indigamh.

Official texts: English and Afrikaans.

Registered by the United States of America on 3 July 1953.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
et
UNION SUD-AFRICAINE**

Convention tendant à éviter la double imposition et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu. Signée à Prétoria, le 13 décembre 1946

Protocole complétant à certains égards la Convention sus-mentionnée. Signé à Prétoria, le 14 juillet 1950

Protocole relatif à l'échange des instruments de ratification. Signé à Washington, le 15 juillet 1952

Textes officiels anglais et afrikaans.

Enregistrés par les États-Unis d'Amérique le 3 juillet 1953.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

N^o 2207. CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET À ÉTABLIR DES RÈGLES D'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU. SIGNÉE À PRÉTORIA, LE 13 DÉCEMBRE 1946

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, animés du désir d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque pour les impôts sur le revenu, ont décidé de conclure une convention et, à cette fin, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique :

Le Général Thomas Holcomb, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique,

et

Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine :

le Très Honorable Jan Hendrik Hofmeyr, Premier Ministre par intérim et Ministre des affaires extérieures par intérim de l'Union Sud-Africaine,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

1. Les impôts visés par la présente Convention sont :

- a) En ce qui concerne les États-Unis d'Amérique : l'impôt fédéral sur le revenu, y compris les surtaxes et les impôts sur les bénéfices extraordinaires;
- b) En ce qui concerne l'Union Sud-Africaine : les impôts ci-après perçus par application des lois de l'Union relatives à l'impôt sur le revenu : l'impôt ordinaire et l'impôt supplémentaire dit « *Supertax* », l'impôt sur les bénéfices non distribués, l'impôt dont sont passibles les actionnaires sans résidence en Afrique du Sud, l'impôt sur les bénéfices extraordinaires et le prélèvement spécial sur les bénéfices commerciaux.

¹ Entrée en vigueur le 15 juillet 1952, par l'échange des instruments de ratification, conformément aux dispositions de l'article XVIII.

2. Il est convenu mutuellement que la présente Convention s'appliquera en outre à tous autres impôts ou impôts additionnels sur le revenu établis par l'un ou l'autre des États contractants après la date de la signature de la présente Convention et reposant essentiellement sur les mêmes bases que les impôts énumérés dans cette Convention.

Article II

Dans la présente Convention :

- a) Les termes « personne », « personne physique » et « société commerciale » (*corporation*) ont chacun le même sens qu'en droit fiscal de l'État prélevant l'impôt ou fournissant les renseignements, selon le cas; toutefois, lorsqu'il est employé relativement à l'Union Sud-Africaine, le terme « *corporation* » (société commerciale) sera considéré comme l'équivalent du terme « *company* » figurant dans les lois fiscales de cet État;
- b) Le terme « entreprise » comprend toute forme d'entreprise, qu'elle soit exploitée par une personne physique, une société de personnes, une société commerciale ou toute autre personne morale;
- c) L'expression « entreprise de l'un des États contractants » désigne, en ce qui concerne chaque État contractant, toute personne physique qui y réside, ou toute société commerciale, société de personnes ou toute autre personne morale créée ou constituée dans ledit État ou sous le régime de sa législation ou de celle de tout État, territoire ou province de cet État, selon le cas, et qui se livre à une exploitation sur le territoire dudit État ;
- d) L'expression « établissement stable » englobe les succursales, les exploitations minières, pétrolières, agricoles et forestières, les plantations, les fabriques, les ateliers, les entrepôts, les bureaux, les agences et autres lieux fixes d'affaires de toute entreprise, mais non les filiales de sociétés. Si une entreprise de l'un des États contractants fait des affaires dans l'autre État contractant, soit personnellement, directement, ou par l'entremise d'une personne désignée ou encore par l'intermédiaire, dans ce dernier État d'un employé ou préposé qui est investi d'un mandat pour conclure des contrats pour le compte de son patron ou commettant, ou qui dispose d'un stock de marchandises au moyen duquel il satisfait couramment les commandes qu'il reçoit, cette entreprise sera considérée comme ayant un établissement stable dans ce dernier État. Le fait, pour une entreprise de l'un des États contractants, d'avoir des relations d'affaires dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un commissionnaire, courtier ou autre agent indépendant, ne sera pas considéré comme signifiant que cette entreprise a un établissement stable dans ce dernier État;
- e) L'expression « commissaire aux recettes intérieures » (*Commissioner for Inland Revenue*) désigne le commissaire aux recettes intérieures de l'Union Sud-Africaine ou son représentant dûment autorisé;

- f) L'expression « commissaire des recettes intérieures » (*Commissioner of Internal Revenue*) désigne le commissaire des recettes intérieures des États-Unis d'Amérique ou son représentant dûment autorisé;
- g) L'expression « autorité compétente » désigne le commissaire aux recettes intérieures ou le commissaire des recettes intérieures et leurs représentants dûment autorisés;
- h) Lorsqu'elle est employée dans un sens géographique, l'expression « les États-Unis d'Amérique » ne comprend que les États, les territoires de l'Alaska et les îles Hawaï et le district de Columbia;
- i) L'expression « bénéfices industriels et commerciaux » désigne les revenus industriels et commerciaux, mais ne comprend pas les revenus tirés de, ou représentés par, des loyers, redevances, intérêts, dividendes, indemnités de gestion, la rémunération d'un travail ou de services personnels, ou des revenus tirés de l'exploitation de navires ou aéronefs, ou des gains provenant de ventes ou de mutations de biens de capital; les termes « bénéfices » ou « bénéfice » ont le sens de revenu;
- j) Les termes « loyer » et « redevance » comprenant les loyers ou redevances tirés de la location soit de biens réels ou immobiliers, soit de biens personnels ou mobiliers, ou de tous droits afférents auxdits biens, notamment les loyers ou les redevances concernant l'utilisation ou le privilège d'utilisation de brevets, de droits d'auteur, de méthodes et de formules ou secrets d'achalandage, de marques de commerce et d'estampilles commerciales, de concessions et autres biens de ce genre;
- k) Le terme « intérêts » comprend le revenu provenant de valeurs portant intérêts, d'obligations d'État, de valeurs gouvernementales ou municipales, d'hypothèques, d'obligations de sociétés commerciales ou de titre d'obligations, de prêts, de dépôts et de comptes courants;
- l) Le terme « dividende » comprend toute répartition de bénéfices ou de profits de sociétés commerciales.

Article III

1. Les citoyens de chacun des États contractants, qui résident dans l'autre État contractant, ne devront pas supporter une charge fiscale plus lourde que les ressortissants de ce dernier État.

2. Les dispositions de la présente Convention ne pourront pas s'interpréter comme restreignant en quoi que ce soit les exemptions, déductions, défalcations ou autres dégrèvements accordés d'ores et déjà ou à l'avenir par la législation de l'un quelconque des États contractants dans le calcul de l'impôt établi par ledit État.

3. Au cas où des modifications appréciables seraient apportées à la législation fiscale de l'un ou de l'autre État contractant, les autorités compétentes des deux États contractants pourront procéder à des consultations entre elles.

Article IV

1. Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, les États-Unis d'Amérique, en établissant les impôts pour leurs citoyens, ou pour les personnes résidant sur leur territoire ou pour les sociétés américaines, peuvent comprendre dans l'assiette desdits impôts tous les éléments de revenus imposables aux termes de la législation fiscale des États-Unis d'Amérique, comme si la présente Convention n'était pas entrée en vigueur. Toutefois, les États-Unis d'Amérique déduiront des impôts ainsi calculés le montant acquitté de l'impôt de l'Union Sud-Africaine sur le revenu. Cette déduction sera faite en tenant compte des avantages ou des limitations figurant à la section 131 du Code fiscal (*Internal Revenue Code*) des États-Unis, applicables au jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention. Il est convenu qu'aux termes des dispositions du paragraphe 2 du présent article, l'Union Sud-Africaine remplit les conditions requises par la clause de « la déduction semblable » (*similar credit*) figurant à la sous-section a) 3) de ladite section.

2. En établissant ses impôts, l'Union Sud-Africaine en exemptera, et ne fera pas entrer en ligne de compte pour leur calcul, les revenus tirés de sources situées aux États-Unis, en conformité des lois de l'Union relatives à l'impôt sur le revenu appliquées au jour où la présente Convention sera entrée en vigueur.

Article V

1. Les entreprises de l'un des États contractants ne sont assujetties à l'impôt par l'autre État contractant en ce qui concerne leurs bénéfices industriels ou commerciaux qu'en raison des bénéfices provenant des établissements stables qu'elles ont dans ce dernier État.

2. N'entrent pas en ligne de compte pour l'assiette de l'impôt dans l'un des États contractants, les simples opérations d'achat de marchandises qui y sont effectuées par une entreprise de l'autre État.

3. Aux fins de la présente Convention, l'expression « bénéfices industriels et commerciaux » ne vise pas les éléments du revenu qui, aux termes du paragraphe (i) de l'article II, sont exclus de la définition de cette expression. Sous réserve des clauses de la présente Convention, ces éléments du revenu seront imposés séparément ou en même temps que les bénéfices industriels ou commerciaux conformément aux lois respectives des États contractants.

Article VI

1. Si une entreprise de l'un des États contractants a un établissement stable dans l'autre État, il sera imputé audit établissement stable les bénéfices industriels et commerciaux nets que celui-ci réaliserait vraisemblablement s'il constituait une entreprise indépendante se livrant aux mêmes activités ou à des

activités analogues dans des conditions identiques ou similaires. Ces bénéfices nets seront calculés, en principe, d'après la comptabilité propre afférente audit établissement.

2. L'autorité compétente de l'État percevant l'impôt pourra, au besoin, par application du paragraphe 1 du présent article, redresser les comptes représentés, notamment, pour corriger les erreurs et les omissions ou encore pour rétablir les prix ou rémunérations portés en écritures à la valeur qui prévaudrait entre personnes indépendantes traitant au mieux de leurs intérêts.

3. Si a) un établissement ne représente pas de comptabilité témoignant de ses propres opérations, ou b) si la comptabilité représentée n'est pas conforme à la pratique courante du commerce dans le pays où l'établissement est situé, ou c) si les redressements prévus au paragraphe 2 du présent article ne peuvent s'effectuer, l'autorité compétente de l'État prélevant l'impôt pourra fixer les bénéfices industriels et commerciaux nets en appliquant aux opérations de l'établissement des méthodes ou formules jugées équitables et raisonnables.

4. Pour faciliter la fixation des bénéfices industriels et commerciaux imputables à l'établissement stable, les autorités compétentes des États contractants pourront se consulter en vue de l'adoption de règles uniformes pour l'imputation desdits bénéfices.

Article VII

Lorsqu'une entreprise de l'un des États contractants, en raison de sa participation à la gestion ou au capital d'une entreprise de l'autre État contractant, accorde ou impose à cette dernière, dans leurs relations commerciales ou financières, des conditions différentes de celles qui seraient faites ou imposées à une entreprise indépendante, tous les bénéfices qui auraient normalement dû figurer dans la comptabilité de cette seconde entreprise, mais qui ont été, de la sorte, détournés au profit de la première entreprise, pourront être ajoutés, sous réserve des recours ouverts aux intéressés, aux bénéfices imposables de cette seconde entreprise. Pour faciliter les redressements jugés équitables et raisonnables, les autorités compétentes des deux États contractants pourront se consulter.

Article VIII

1. A l'exception des pensions, la rémunération du travail ou des services personnels accomplis dans l'un des États contractants, qui est versée par l'autre État contractant ou par des subdivisions politiques, des territoires ou des possessions de ce dernier, à des personnes physiques qui n'ont pas leur résidence habituelle dans le premier État, sera exemptée d'impôt par celui-ci.

2. Les pensions et les rentes viagères provenant de sources situées dans l'un des États contractants et services à des personnes physiques dans l'autre État seront exemptées d'impôt par ce dernier.

Article IX

Lorsqu'un membre du corps enseignant de l'un des États contractants fait dans l'autre État contractant un séjour temporaire ne dépassant pas deux années afin d'y donner un enseignement dans une université, un collège, ou une école ou tout autre établissement d'éducation, la rémunération qu'il reçoit de ce fait, pendant la durée de ce séjour, est exonérée de l'impôt dans ce second État.

Article X

Les étudiants et les personnes en apprentissage dans les affaires, venant de l'un des États contractants et résidant dans l'autre État contractant pour suivre un enseignement ou acquérir une expérience professionnelle seront exemptés de l'impôt dans ce second État quant aux sommes reçues par eux pour leur entretien ou leurs études et en provenance du premier État.

Article XI

Les revenus de toute organisation religieuse, scientifique, littéraire, pédagogique ou charitable de l'un des États contractants, provenant de sources se trouvant dans l'autre État contractant, seront exempts de l'impôt dans l'État d'où les revenus proviennent si, aux termes de la législation de ce dernier État, ladite organisation doit être exonérée d'impôt sur ces revenus au cas où elle serait établie dans ledit État et si, aux termes de la législation de l'autre État, elle doit être exonérée de l'impôt pour des revenus qui proviendraient de sources situées dans le territoire de celui-ci.

Article XII

Les dividendes et les intérêts qui seront versés à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention ou postérieurement à cette date par une société commerciale créée ou constituée sous le régime des lois de l'Union Sud-Africaine à des personnes physiques résidant dans l'Union autres que des citoyens des États-Unis d'Amérique, ou à des sociétés commerciales créées ou constituées sous le régime des lois de l'Union Sud-Africaine, seront, dans la mesure où lesdits intérêts et dividendes sont imposés par l'Union Sud-Africaine, exemptes des impôts établis par les États-Unis d'Amérique.

Article XIII

Si un contribuable apporte la preuve que, pour un impôt quelconque visé par la présente Convention, les dispositions prises par les autorités fiscales des États contractants ont abouti dans son cas à une double imposition, il aura le droit d'adresser une réclamation à l'État dont il est citoyen ou dans le territoire duquel il réside, ou encore, s'il s'agit d'une société commerciale ou d'une autre personne morale, à l'État dans lequel celle-ci a été fondée ou constituée. Au cas

où la réclamation serait jugée digne d'examen, l'autorité compétente de cet État pourra conférer avec l'autorité compétente de l'autre État en vue de déterminer si, aux termes de la présente Convention, la double imposition en question peut être évitée.

Article XIV

En vue d'assurer l'application plus efficace des impôts visés par la présente Convention, chacun des États contractants s'engage à fournir à l'autre État contractant tous renseignements relatifs aux impôts que les autorités compétentes du premier État contractant ont à leur disposition ou sont en mesure d'obtenir conformément à leur législation et qui pourraient être utiles aux autorités compétentes de l'autre État en vue de l'assiette des impôts visés par la présente Convention et à prêter assistance pour la signification d'actes qui s'y rapportent. Ces renseignements et la correspondance qui se réfèrent aux questions traitées dans le présent article seront échangés d'office ou sur demande entre les autorités compétentes des États contractants.

Article XV

1. Chaque État contractant s'engage à prêter assistance et appui pour le recouvrement des impôts auxquels s'applique la présente Convention, ainsi que des intérêts, frais, suppléments d'impôts et amendes n'ayant pas un caractère pénal. L'État contractant procédant à ces recouvrements sera responsable envers l'autre État contractant des sommes ainsi recouvrées.

2. Dans le cas d'une amende de recouvrement d'impôts, les créances fiscales de chacun des États contractants définitivement déterminées seront acceptées, aux fins de recouvrement, par l'autre État contractant et recouvrées dans cet État conformément aux lois applicables pour le recouvrement et la perception de ses propres impôts.

3. La demande sera accompagnée des documents exigés par les lois de l'État requérant pour établir que le montant des impôts a été fixé d'une façon définitive.

4. Si une créance fiscale n'est pas définitivement déterminée, l'État requis peut, à la demande de l'autre État contractant, prendre les mesures conservatoires autorisées par la législation fiscale du premier État relative à ses propres impôts.

Article XVI

1. Pour l'application des dispositions de la présente Convention relatives aux échanges de renseignements, à la signification d'actes et à l'assurance réciproque en matière de recouvrement d'impôts, les frais et dépenses encourus pour la procédure d'office seront à la charge de l'État requis mais les frais extraordinaires imposés par des procédures spéciales seront à la charge de l'État requérant.

2. Lorsque des documents et autres communications ou renseignements sont transmis en vertu des dispositions de la présente Convention par l'une des autorités compétentes à l'autorité compétente de l'autre État contractant, cette dernière ne fera usage de ces documents et communications, ainsi que des renseignements qu'ils contiennent, que pour l'accomplissement de ses fonctions en matière de calcul, d'assiette et de recouvrement des impôts.

Article XVII

1. Chacun des États contractants pourra édicter les règlements nécessaires à l'interprétation et à l'exécution des dispositions de la présente Convention. En ce qui concerne les clauses de la présente Convention relatives à l'échange de renseignements, à la signification d'actes et à l'assistance mutuelle en matière de recouvrement d'impôts, les autorités compétentes pourront s'entendre au sujet des questions de procédure, de forme, de demandes et de réponses, de conversions des monnaies, l'affectation des sommes recouvrées, ou le minimum des montants recouvrables et autres questions connexes.

2. Les autorités compétentes des deux États contractants peuvent entrer directement en rapport en vue de donner effet aux dispositions de la présente Convention.

Article XVIII

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Washington dans le plus bref délai possible.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier juillet 1946 et, sauf en ce qui concerne les questions d'assistance administrative, son application s'étendra d'abord aux revenus échéant à cette date, ou à une date ultérieure. Elle restera en vigueur pendant une période de trois ans à partir de cette date et pendant une durée indéfinie après cette période. Toutefois, elle pourra être dénoncée par l'un ou l'autre des États contractants à la fin de la période de trois ans ou à toute date ultérieure, moyennant un préavis de six mois au moins, et cessera alors de produire ses effets le premier juillet qui suivra l'expiration du préavis de six mois.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Prétoria et en double exemplaire, en anglais et en afrikaans, le 13 décembre 1946.

Pour le Gouvernement des États-Unis d'Amérique :
Thomas HOLCOMB

Pour le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine :
Jan H. HOFMEYR

[SCEAU]

[SCEAU]

N° 2207

aux États-Unis d'Amérique; et

c) Si les bénéfices ou rémunérations sont assujettis à l'impôt des États-Unis d'Amérique.

2) Toute personne physique résidant dans l'Union Sud-Africaine est exonérée de l'impôt des États-Unis d'Amérique sur les bénéfices ou les rémunérations relatifs aux services personnels (y compris ceux des membres des professions libérales) rendus aux États-Unis d'Amérique au cours d'une année imposable quelconque.

PROTOCOLE¹ COMPLÉTANT À CERTAINS ÉGARDS LA
CONVENTION SIGNÉE À PRÉTORIA LE 13 DÉCEMBRE
1946² TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION
ET À ÉTABLIR DES RÈGLES D'ASSISTANCE ADMINIS-
TRATIVE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR
LE REVENU. SIGNÉ À PRÉTORIA, LE 14 JUILLET 1950

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine,

Désireux de conclure un protocole complétant à certains égards la Convention signée à Prétoria le 13 décembre 1946² tendant à éviter la double imposition et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

1) Les bénéfices qu'une entreprise des États-Unis tire de l'exploitation d'aéronefs immatriculés aux États-Unis ou de navires dont le port d'immatriculation se trouve aux États-Unis d'Amérique, sont exonérés de l'impôt de l'Union Sud-Africaine, comme il est défini à l'alinéa b, paragraphe 1, de l'article premier de la Convention du 13 décembre 1946², étant entendu que ladite exonération n'est pas applicable à une entreprise qui est dirigée et gérée dans l'Union, ni à une personne physique qui réside habituellement dans l'Union.

2) Les bénéfices qu'une entreprise de l'Union tire de l'exploitation d'aéronefs immatriculés dans l'Union Sud-Africaine ou de navires dont le port d'immatriculation se trouve dans l'Union Sud-Africaine, sont exonérés de l'impôt des États-Unis d'Amérique.

Article II

1) Toute personne physique résidant aux États-Unis d'Amérique est exonérée de l'impôt de l'Union Sud-Africaine sur les bénéfices ou les rémunérations relatifs aux services personnels (y compris ceux des membres des professions libérales) rendus dans l'Union Sud-Africaine au cours d'une année imposable quelconque :

a) Si la durée du ou des séjours de cette personne dans l'Union Sud-Africaine au cours de cette année ne dépasse pas au total cent quatre-vingt-trois jours; et

¹ Entré en vigueur le 15 juillet 1952, par l'échange des instruments de ratification, conformément aux dispositions de l'article VIII.

Article VI

L'article XIV de la Convention du 13 décembre 1946 est modifié par l'addition de la phrase suivante à la fin dudit article : « Aucun renseignement de nature à dévoiler un secret commercial ou un procédé de fabrication ne sera communiqué. »

Article VII

L'article XV de la Convention du 13 décembre 1946 est modifié par la suppression du paragraphe 4 qui est remplacé par le paragraphe suivant :

- b) Si les services sont rendus pour le compte ou au nom d'une personne résidant aux États-Unis d'Amérique; et
- c) Si les bénéfices ou rémunérations sont assujettis à l'impôt des États-Unis d'Amérique.

2) Toute personne physique résidant dans l'Union Sud-Africaine est exonérée de l'impôt des États-Unis d'Amérique sur les bénéfices ou les rémunérations relatifs aux services personnels (y compris ceux des membres des professions libérales) rendus aux États-Unis d'Amérique au cours d'une année imposable quelconque :

- a) Si la durée du ou des séjours de cette personne aux États-Unis d'Amérique au cours de cette année ne dépasse pas au total cent quatre-vingt-trois jours; et
- b) Si les services sont rendus pour le compte ou au nom d'une personne résidant dans l'Union Sud-Africaine; et
- c) Si les bénéfices ou rémunérations sont assujettis à l'impôt de l'Union Sud-Africaine.

3) Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux bénéfices ou à la rémunération des professionnels du spectacle, tels que les artistes du théâtre, du cinéma ou de la radio, les musiciens et les athlètes.

Article III

Une personne ou une société résidant dans l'un des États contractants, et qui tire de sources se trouvant dans l'autre État contractant des redevances provenant de l'exploitation de mines, carrières ou autres ressources naturelles, de loyers provenant de biens immobiliers, pendant une année imposable ou une année d'imposition quelconque, est assujettie ou peut choisir d'être assujettie à l'impôt de cet autre État contractant comme si ladite personne ou ladite société exerçait une activité commerciale ou industrielle dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui s'y trouve situé au cours de ladite année imposable ou de ladite année d'imposition.

Article IV

L'article V de la Convention du 13 décembre 1946 est modifié en remplaçant le point figurant à la fin du paragraphe 1 par une virgule et en ajoutant à la suite la clause ci-après : « étant entendu toutefois que lorsqu'une entreprise est une société privée ayant un établissement stable dans l'Union Sud-Africaine, le présent paragraphe n'affecte en rien les dispositions de la loi de l'Union Sud-Africaine concernant l'assujettissement des actionnaires de cette société privée aux impôts dus à raison de son revenu ».

Article V

L'article XII de la Convention du 13 décembre 1946 est supprimé.

Article VI

L'article XIV de la Convention du 13 décembre 1946 est modifié par l'addition de la phrase suivante à la fin dudit article : « Aucun renseignement de nature à dévoiler un secret commercial ou un procédé de fabrication ne sera communiqué. »

Article VII

L'article XV de la Convention du 13 décembre 1946 est modifié par la suppression du paragraphe 4 qui est remplacé par le paragraphe suivant :

« 4) L'assistance prévue au présent article n'est pas accordée lorsqu'il s'agit d'un national, d'un ressortissant ou d'une société de l'État auquel est présentée la demande. »

Article VIII

1) Le présent Protocole sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Washington, aussitôt que faire se pourra.

2) Le présent Protocole sera considéré comme faisant partie intégrante de la Convention du 13 décembre 1946 et, sauf comme il est prévu par les dispositions du paragraphe 3 du présent article, deviendra effectif et demeurera en vigueur conformément au paragraphe 2 de l'article XVIII de ladite Convention; au cas où il serait mis fin à ladite Convention, le présent Protocole prendra fin simultanément.

3) Nonobstant les dispositions de l'article XVIII de la Convention signée à Prétoria le 13 décembre 1946, les dispositions des articles I, II et III du présent Protocole entreront en vigueur et commenceront d'être appliquées en ce qui concerne les revenus reçus à partir du 1^{er} juillet 1948 inclus.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole et l'ont revêtu de leurs sceaux.

FAIT en double exemplaire, en anglais et en afrikaans, à Prétoria, le quatorze juillet mil neuf cent cinquante.

Pour le Gouvernement des États-Unis d'Amérique :

Bernard C. CONNELLY

Chargé d'affaires des États-Unis d'Amérique

Pour le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine :

P. O. SAUER

Ministre des transports de l'Union Sud-Africaine

[SCEAU]

[SCEAU]

PROTOCOLE RELATIF À L'ÉCHANGE DES INSTRUMENTS DE RATIFICATION. SIGNÉ À WASHINGTON, LE 15 JUILLET 1952

Les soussignés, Dean Acheson, Secrétaire d'État du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, et G. P. Jooste, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Union Sud-Africaine auprès des États-Unis d'Amérique, dûment autorisés tous les deux à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus d'échanger les instruments de ratification, par leurs Gouvernements respectifs, de la Convention conclue entre les États-Unis d'Amérique et l'Union Sud-Africaine, tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Prétoria le 13 décembre 1946¹ et du Protocole signé à Prétoria le 14 juillet 1950², en complément à ladite Convention. Les instruments respectifs de ratification de ladite Convention dudit Protocole ayant été comparés et déclarés en bonne et due forme, l'échange de ces instruments a eu lieu ce jour.

Ainsi qu'il est stipulé dans l'instrument de ratification déposé par les États-Unis d'Amérique, le Sénat des États-Unis d'Amérique, par la résolution qu'il a adoptée le 17 septembre 1951, a recommandé et accepté la ratification de ladite Convention et dudit Protocole, compte tenu de la réserve et de l'interprétation suivantes :

« Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'accepte pas les dispositions du paragraphe 3 de l'article II du Protocole, relatives aux revenus ou rémunérations des artistes.

« Il est entendu qu'en appliquant l'article XV de la Convention, tel qu'il est modifié par l'article VII du Protocole, chaque État contractant n'aura le pouvoir, en ce qui concerne les impôts fixés par l'autre État contractant, que de procéder aux recouvrements voulus pour qu'aucune personne qui n'y aurait pas droit ne bénéficie de l'exemption ou de la réduction d'impôt accordée par l'autre État en application de la présente Convention. »

Le texte de ladite réserve et celui de ladite interprétation ont été communiqués par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine a accepté ladite réserve et ladite interprétation. En conséquence, les Gouvernements sont convenus que lorsque ladite Convention et ledit Protocole entreront en vigueur dans les conditions prévues, ladite Convention et ledit Protocole seront modifiés conformément à la réserve faite, de telle sorte que le paragraphe 3 de l'ar-

¹ Voir p. 198 de ce volume.

² Voir p. 206 de ce volume.

ticle II dudit Protocole sera considéré comme supprimé; les deux Gouvernements sont convenus en outre que lorsque ladite Convention et ledit Protocole enteront en vigueur dans les conditions prévues, l'article XV de la Convention, tel qu'il est modifié par l'article VII du Protocole, sera appliqué selon ladite interprétation.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole d'échange d'instruments de ratification.

FAIT à Washington, en double exemplaire, en anglais et en afrikaans, le 15 juillet 1952.

Pour le Gouvernement des États-Unis d'Amérique :
Dean ACHESON

Pour le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine :
G. P. JOOSTE